

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N° 26 2026

Faits saillants

- ❖ **Inde** : La BASD et le FMI abaissent leurs prévisions de croissance pour l'Inde face aux risques pétroliers ;
- ❖ **Bangladesh** : La Banque centrale plafonne l'écart entre les taux d'intérêts des dépôts et des crédits à 4 % pour soutenir l'investissement ;
- ❖ **Sri Lanka** : L'inflation accélère à 6,8% en juin, tirée à la hausse par le prix de l'énergie ;
- ❖ **Népal** : La Banque centrale soutient le crédit malgré la hausse des créances douteuses ;
- ❖ **Maldives** : L'exécution budgétaire 2025 a été marquée par un fort dépassement des dépenses en faveur des entreprises publiques et des subventions ;

À RETENIR

6,6%

Prévision de croissance de l'économie indienne pour l'exercice en cours par la BASD

Inde

La BAsD et le FMI abaissent leurs prévisions de croissance pour l'Inde face aux risques pétroliers

La Banque asiatique de développement (BAsD) et le Fonds monétaire international (FMI) ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour l'Inde, invoquant la hausse des prix de l'énergie et une économie mondiale tiraillée entre guerre, inflation et boom des investissements liés à l'IA. La BAsD anticipe désormais une croissance de 6,6 % pour FY26, contre 6,9 % en avril, tout en maintenant sa prévision FY27 à 7,3 %. Le FMI, dans sa mise à jour de juillet 2026 des Perspectives de l'économie mondiale, table sur une croissance du PIB réel de l'Inde à 6,4 % pour l'année 2026, avec une inflation projetée à 4,7 %.

Pour l'Inde, le point de tension reste le pétrole : la hausse des prix du brut alourdit les coûts d'importation, se répercute sur les prix du transport et des intrants, comprime les revenus réels et complique la politique monétaire. Les prévisions pour l'Inde demeurent toutefois supérieures à la croissance mondiale et plus solides que celles de la plupart des grands marchés émergents, portées par la demande intérieure, les dépenses d'infrastructure publiques et les exportations de services.

[ADB, IMF cut India growth forecasts on oil risks - PRESS Insider | India's global voice](#)

L'Inde grimpe au 11e rang des destinations mondiales des IDE en 2025

Selon le World Investment Report 2026 de la « Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) », l'Inde est passée du 13e au 11e rang mondial des destinataires d'investissements directs étrangers (IDE), avec des flux entrants en hausse de près de 44 % pour atteindre 38,89 Mds USD en 2025, contre 27,09 Mds USD en 2024. Ce rebond contraste avec la tendance plus modeste observée dans l'ensemble des économies en développement, où les IDE n'ont progressé que de 2 %. La CNUCED attribue cette performance à une politique active visant à élargir la base d'investissement au-delà des services et à accélérer le développement manufacturier avancé.

Les investissements greenfield annoncés ont toutefois reculé, passant de 111,14 à 74,12 Mds USD, sur fond d'incertitude tarifaire et de recomposition des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'Inde a néanmoins capté le plus gros projet Greenfield annoncé au monde en 2025 : un investissement de 14,5 Mds USD d'Alphabet (Google) dans un centre de données. Selon la méthodologie de la RBI, qui déduit les investissements sortants des entreprises indiennes, l'IDE net de l'Inde s'est établie à 3,34 Mds USD en 2025, contre 2,83 Mds l'année précédente.

[India rose to 11th among top FDI destinations in 2025: UN report | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Bangladesh

La Banque centrale plafonne l'écart entre les taux d'intérêts des dépôts et des crédits à 4 % pour soutenir l'investissement

La Bangladesh Bank (BB) a réintroduit un plafond de 4 % sur l'écart moyen pondéré entre les taux débiteurs et créditeurs (« interest rate spread ») pratiqués par les banques, avec effet immédiat. Cette décision vise à réduire le coût du crédit pour les entreprises, alors que la marge moyenne du secteur atteignait 5,72 % et que certaines banques appliquaient des écarts jusqu'à 9 %. Les crédits à la consommation et les cartes bancaires restent toutefois exclus de cette mesure en raison de leur profil de risque plus élevé.

La Banque centrale justifie ce revirement par la nécessité de soutenir l'investissement et la croissance industrielle, dans un contexte marqué par une demande de crédit atone et une croissance du crédit au secteur privé limitée. Les milieux d'affaires dénonçaient depuis plusieurs mois le renchérissement du financement bancaire, estimant qu'il pénalisait les secteurs productifs.

Cette mesure marque un retour partiel à l'encadrement administratif des taux dit 6/9 mis en place en 2019, qui plafonnait les dépôts à 6% et les emprunts à 9% d'intérêts. Cet encadrement avait été abandonné en 2023 lors de l'introduction d'un régime de taux d'intérêt entièrement libéralisé dans le cadre des réformes soutenues par le FMI.

[BB caps bank interest rate spread at 4% to support industrial growth](#)

La collecte fiscale s'établit à 4200 Mds Tk en 2025-26, soit près de 7% du PIB

Les recettes fiscales ont atteint environ 4 200 Mds Tk (≈ 30 Mds EUR) au terme de l'exercice 2025-26, soit près de 6,9% du PIB d'après les données provisoires pour le PIB. Il s'agit d'une légère amélioration par rapport à la collecte de 2024-25 qui avait atteint un niveau historiquement bas de 6,7%.

Le manque à gagner de 800 Mds Tk par rapport à l'objectif budgétaire révisé de 5 000 Mds Tk est finalement moindre que les prévisions, grâce à un rebond au dernier trimestre de l'année fiscale probablement lié à l'intensification des contrôles fiscaux et douaniers ainsi que les mesures de lutte contre la fraude. Les autorités mettent également en avant la progression de la numérisation de l'administration fiscale, avec plus de 4,6 millions de déclarations de revenus déposées en ligne au 30 juin.

Dans son budget 2026-27, les autorités se sont fixés l'objectif de collecte de 6 040 Mds Tk, soit une progression de près de 44 % par rapport aux recettes effectivement perçues en 2025-26.

[Revenue earning rises to Tk 4.2 trillion, shortens predicted gap](#)

Les exportations reculent très légèrement en 2025-26 malgré un fort rebond en juin

Les exportations bangladaises se sont établies à 48,0 Mds USD en 2025-26, en léger recul de 0,58 % par rapport aux 48,3 Mds USD de l'exercice précédent et près de 13 % sous l'objectif

gouvernemental de 55 Mds USD. Ce léger repli masque toutefois un net rebond en fin d'exercice : les exportations ont atteint 4,2 Mds USD en juin, en hausse de 25,9 % sur un an, grâce à une progression généralisée des principaux secteurs exportateurs, notamment l'habillement, le cuir, le jute, le textile de maison, les produits d'ingénierie et les produits agricoles.

Le secteur de l'habillement, qui représente plus de 80 % des exportations du pays, demeure le principal facteur de cette contre-performance sur l'année écoulée. Ses ventes à l'étranger ont reculé de 1,64 %, à 38,7 Mds USD, sous l'effet d'une demande encore atone sur les principaux marchés occidentaux et d'une hausse des coûts de production (salaires, énergie et intrants) qui érode la compétitivité des fabricants bangladais. À l'inverse, les exportations de cuir et de produits en jute ont enregistré une progression, confirmant une diversification progressive mais encore insuffisante de la base exportatrice.

Troisième mois consécutif au-dessus de 9% d'inflation. Inflation moyenne en 2025-26 à 8,7%

L'inflation a légèrement ralenti en juin, à 9,16 % en glissement annuel, contre 9,42 % en mai, son plus haut niveau depuis 16 mois. Ce reflux s'explique par un ralentissement de l'inflation alimentaire, passée de 9,06 % à 8,60 %, tandis que l'inflation hors alimentation a également légèrement reculé, de 9,71 % à 9,61 %. Malgré cette amélioration, l'inflation demeure supérieure à 9 % pour le troisième mois consécutif et reste nettement au-dessus de l'objectif fixé par les autorités.

Sur l'ensemble de l'exercice 2025-26, l'inflation moyenne sur douze mois s'est établie à 8,68 %, contre 10,03 % un an plus tôt. Ce niveau reste toutefois très supérieur à la cible de 7 % inscrite dans le budget 2025-26, confirmant les difficultés des autorités à maîtriser durablement les prix malgré une politique monétaire restrictive. Pour 2026-27, le gouvernement vise une inflation de 7,5 %, tandis que la Bangladesh Bank continue d'afficher un objectif de moyen terme de 5 %.

[Inflation remains above 9% for third straight month](#)

Sri Lanka

L'inflation accélère à 6,8% en juin, tirée à la hausse par le prix de l'énergie

L'indice des prix à la consommation de Colombo s'est établi à 207,7 points en juin, en hausse mensuelle de 2,1 %, après +0,9 % en mai. En glissement annuel, l'inflation atteint 6,8 %, contre 5,5 % le mois précédent, son niveau le plus élevé depuis début 2024, bien au-dessus de la cible de 5% fixée par la banque centrale. L'accélération de la hausse des prix est principalement portée par le renchérissement des carburants, qui se répercute sur les transports. Les prix alimentaires contribuent également à cette dynamique, sous l'effet notamment de la hausse des produits de la mer, de la viande et des produits laitiers, malgré le repli des prix de certains produits agricoles.

[Department of Census and Statistics](#)

La BAsD approuve un financement d'urgence de 200 MUSD pour la reconstruction post-cyclone Ditwah

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un programme de financement d'urgence de 200 MUSD, composé d'un prêt ordinaire de 100 MUSD et d'un prêt concessionnel

de 100 MUSD, complété par une assistance technique de 500 000 USD. Ce financement soutiendra la reconstruction des infrastructures routières et d'irrigation endommagées par le cyclone Ditwah, la reprise des activités des petits exploitants agricoles et la reconstruction des logements détruits. Le projet, fondé sur le principe du build back better, vise à renforcer la résilience des infrastructures et du secteur agricole face aux catastrophes naturelles. Selon le dernier Post-Disaster Needs Assessment (PDNA), le cyclone aurait généré des besoins de reconstruction estimés à 3,4 Md USD.

[BAsD](#)

Le chômage reste faible mais la participation au marché du travail est toujours limitée

Selon le Department of Census and Statistics, le taux de chômage s'est établi à 3,7 % au premier trimestre 2026, contre 3,8 % un an plus tôt et 3,9 % en moyenne en 2025. Le taux de participation au marché du travail a cependant encore diminué à 49,2 %, après 49,7 % au premier trimestre 2025. Cette situation est particulièrement marquée chez les femmes, dont le taux d'activité reste limité à 32,5 % (contre 69,1 % pour les hommes), tandis que leur taux de chômage atteint 6,1 %, contre 2,4 % pour les hommes.

[Department of Census and Statistics](#)

Népal

La Banque centrale soutient le crédit malgré la hausse des créances douteuses

La Nepal Rastra Bank maintient une politique monétaire accommodante pour 2026/27, afin de soutenir le crédit privé et l'objectif de croissance de 7%. Les taux directeurs, le ratio de réserves obligatoires, le ratio de liquidité et la facilité permanente de liquidité restent inchangés. La Banque centrale vise une inflation moyenne inférieure à 5,5% et des réserves couvrant au moins sept mois d'importations. Sur les dix premiers mois de l'exercice en cours, l'inflation moyenne s'est établie à 2,66%, mais l'inflation annuelle atteignait déjà 5,04% à la mi-mai, sous l'effet des prix alimentaires et pétroliers.

L'assouplissement monétaire intervient toutefois dans un contexte de risque bancaire plus élevé. Le ratio de créances douteuses des banques commerciales atteint 5,41%. Les prêts placés sous surveillance sont passés de 6,7% à 11,1%, ce qui signale un risque de nouvelle dégradation de la qualité des actifs. Le principal point de vulnérabilité reste l'exposition immobilière. Pour mémoire, environ 60% des prêts sont adossés à des terrains ou à des logements. Pour les banques de développement et les sociétés financières, cette part atteint 84% à 86%. La stagnation du marché immobilier complique donc le recouvrement des créances par saisie ou vente des garanties.

Ainsi, la NRB cherche à soutenir le crédit sans accroître excessivement les risques. Elle prévoit des mesures ciblées pour les emprunteurs en difficulté, les secteurs fragilisés et le transport public électrique, tout en renforçant la supervision des banques. La banque centrale autorisera également les banques commerciales à investir dans des obligations souveraines étrangères. L'objectif est d'absorber une partie de la liquidité excédentaire créée par les achats de devises, dans un contexte de fortes entrées liées aux remises migratoires, au tourisme et aux dépenses publiques.

Maldives

L'exécution budgétaire 2025 a été marquée par un fort dépassement des dépenses en faveur des entreprises publiques et des subventions

Les comptes d'exécution du budget 2025 mettent en évidence d'importants dépassements par rapport aux crédits votés, principalement en raison du maintien des subventions universelles et du soutien accru aux entreprises publiques. Alors que le gouvernement avait initialement prévu de réformer les subventions en ciblant davantage les ménages, cette réforme a été abandonnée en cours d'année. Les dépenses consacrées aux subventions à l'électricité ont ainsi atteint 832 MMVR (+119 % par rapport au budget), tandis que celles destinées aux subventions alimentaires ont quadruplé, à 383 MMVR (+312 %). Parallèlement, les prêts accordés aux entreprises publiques ont atteint 4 Mds MVR, contre 1,4 Md MVR prévus, et les injections de capital ont été portées de 366 MMVR à 2,2 Mds MVR.

[Ministère des Finances](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr